

République Démocratique du Congo

Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme



Programme d'Investissement pour la Forêt

Plan d'Investissement



30/05/2011

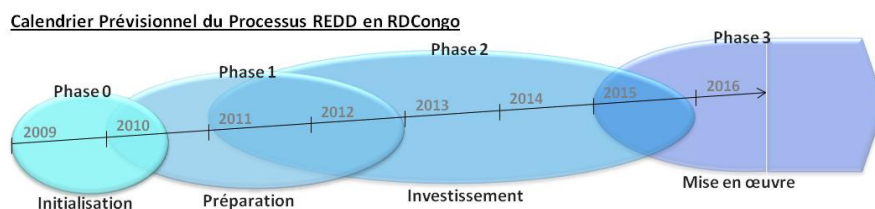
Résumé exécutif

Au cœur du continent Africain, la République Démocratique du Congo (RDC) possède une couverture forestière d'environ 1,5 millions de km² pour un territoire national de 2,3 millions de km² et une population estimée à 60 millions d'habitants. Malgré un taux de déforestation relativement faible par rapport à la moyenne des pays tropicaux la RDC fait partie des dix pays au monde perdant le plus de couverture forestière chaque année, avec une déforestation brute de plus de 350 000ha par an sur la période 2000-2010.

Cette déforestation est concentrée au niveau de "points chauds" localisés principalement en bordure des grandes villes du pays, ainsi que dans les zones les plus densément peuplées en marge du grand massif forestier de la cuvette centrale. L'agriculture familiale sur brulis et l'exploitation artisanale de la ressource ligneuse sous forme de bois-énergie et de bois d'œuvre se présentent en RDC comme les principaux moteurs de déforestation et de dégradation forestière sur l'ensemble du territoire. Ils reflètent la très forte dépendance des populations rurales et urbaines vis-à-vis des ressources forestières dans un contexte d'effondrement des infrastructures physiques et socio-économiques.

Le FIP s'appuiera fortement en RDC sur le processus en cours de préparation au futur dispositif international REDD+, dans lequel le pays est fermement engagé depuis janvier 2009 sous le leadership du Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme, en partenariat avec le programme des Nations-Unies pour la REDD (UN-REDD) et la Banque Mondiale (programme FCPF). Dans ce cadre des structures de gouvernance intersectorielles et multipartites du processus REDD (Comité National et Comité Interministériel) ainsi qu'une structure de gestion quotidienne (Coordination Nationale) ont été mises en place. Elles pilotent la création d'un cadre de mise en œuvre de la REDD+ incluant notamment (i) la construction participative de la stratégie nationale REDD+, (ii) les mécanismes de consultations des parties prenantes, (iii) les mécanismes de sauvegardes (définition de standards socio-environnementaux et réalisation d'une Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique permettant notamment de définir un cadre de gestion environnementale et sociale), (iv) les mécanismes de reporting et contrôle (procédure d'homologation des projets REDD+, registre national des projets et initiatives REDD+, système de monitoring et système MRV national), (v) les mécanismes de gestion financière (fonds national REDD+ et mécanismes de partage des bénéfices liés à la REDD+), etc.

Le FIP s'insère donc dans un processus national REDD+ en marche et lui apporte une première source de financement substantiel permettant progressivement à la RDC d'entrer dans une phase d'investissement afin de (i) bâtir les conditions structurelles et engager un déploiement opérationnel et à grande échelle de la REDD+ et (ii) d'engager les premiers programmes de transformation sectoriels.



C'est ainsi que le plan d'investissement propose de (i) concentrer les investissements sur les « points chauds » de déforestation situés dans les bassins d'approvisionnement des grandes villes, (ii) de les canaliser vers des secteurs d'activités permettant de répondre aux causes directes de la déforestation et de générer des réductions d'émissions mesurables et valorisables, tout en (iii) apportant les appuis nécessaires à la création de conditions favorables à l'essor de ces secteurs et à la durabilité des actions, et permettant de traiter certaines causes sous-jacentes de la déforestation, en intervenant à deux niveaux : d'une part au niveau national pour amorcer une transformation en profondeur du contexte de

la RDC, et d'autre part au niveau local pour un appui concret au développement de projets des communautés locales et peuples autochtones et du secteur privé. Cette combinaison au sein d'un espace géographique déterminé d'activités dites "sectorielles" d'une part et "habilitantes" d'autre part permet en RDC d'obtenir un effet transformationnel essentiel au FIP.

Les interventions proposées pour le FIP en RDC devraient générer des réductions d'émissions mesurables pour lesquelles la RDC souhaite chercher une compensation au travers d'un mécanisme de paiement basé sur les résultats (tel que le Fonds Carbone du FCPF, des accords bilatéraux ou le marché du carbone). Ces paiements pour des réductions d'émission vont assurer la viabilité des activités proposées, en particulier celles sur le long-terme telles que le reboisement ou l'appui des communautés dans la gestion durable de leurs forêts et le renforcement de capacité pour la création de Petites et Moyennes Entreprises.

De nombreuses consultations ont été menées aux niveaux national et provincial pour la préparation du Plan d'Investissement FIP. Ces consultations, menées d'une part par la Coordination Nationale REDD à travers les Groupes de Coordination Thématiques (GCT : groupes multi-acteurs impliqués dans la construction de la stratégie nationale) et divers ateliers et entretiens, et d'autre part par la société civile ont impliqué toutes les parties prenantes (l'administration nationale, provinciale et locale, la société civile, les représentants des peuples autochtones et le secteur privé). Les consultations en Province ont permis d'atteindre plus de 600 personnes dans 16 localités situées dans six provinces (Bandundu, Bas Congo, Kasai Occidental, Kasai Oriental, Kinshasa et Province Orientale) ; à cela s'ajoutent près de 33 réunions des GCT regroupant plus de 160 personnes, et plus de 50 personnes du secteur privé (28 entreprises, 6 banques, 2 organisations de représentation) dans des ateliers et entretiens. Basées sur une méthodologie participative elles ont soulevé plusieurs préoccupations relatives au besoin de sécurisation foncière et d'harmonisation entre pouvoir public et coutumier; au risque d'inégalité dans la répartition des opportunités et d'interférence politique dans la sélection des projets; au problème de capacités très faible de l'administration provinciale pour faire le suivi des projets, ou de difficultés d'accès aux financements pour les structures faibles. Les consultations ont aussi relevé plusieurs opportunités liées aux activités FIP, notamment pour la création d'emplois locaux, l'injection de capitaux dans les zones cibles ainsi que la revitalisation des banques et autres structures financières. Elles ont également souligné la difficulté pour le secteur privé d'accéder au crédit et autres mécanismes de financement. De façon générale les consultations ont révélé un fort intérêt des parties prenantes pour les activités proposées pour le FIP. Un plan de consultation détaillé pour la préparation des programmes sera préparé une fois le plan d'investissement approuvé par le Sous-comité. Le présent plan d'investissement a été validé par le Comité National REDD, organe décisionnel multi-acteurs de la REDD+ en RDC.

Compte-tenu de la volonté de privilégier des domaines d'activités dans lequel (i) le pays bénéficie d'une expérience préalable, (ii) porteurs de résultats mesurables et (iii) qu'on peut opérationnaliser rapidement, les activités proposées dans le cadre du moteur de la déforestation bois-énergie semblent particulièrement pertinentes, et permettent par la même occasion d'intervenir dans les domaines de l'agriculture et de l'exploitation forestière artisanale. Les activités sectorielles proposées intègrent donc (i) l'afforestation/reforestation (incluant l'agroforesterie et la régénération naturelle assistée), (ii) la dissémination des foyers améliorés, (iii) la diffusion des techniques améliorées de carbonisation, (iv) le développement d'alternatives énergétiques, et (v) la foresterie communautaire. Ces alternatives peuvent se traduire en une transformation de la trajectoire de déforestation de référence grâce à une réduction de l'intensité des moteurs de la déforestation évoqués ainsi qu'une réorientation des activités à l'origine du phénomène de déforestation des forêts vers les zones de savane.

Les activités habilitantes les plus pertinentes concernent quant à elles la modernisation et sécurisation foncière, la mise en place d'une politique nationale d'aménagement du territoire ainsi que l'appui à l'émergence de projets du secteur privé et de la société civile. Ces appuis habilitants, clés pour le succès de l'initiative joueront également un rôle déterminant dans la consolidation de l'agenda prioritaire du secteur forestier congolais engagé depuis l'adoption du code forestier (2002) dans un processus de profonde réforme économique, légale et institutionnelle auquel les organisations de la société civile ont été fortement impliquées.

Les activités proposées de manière préliminaire dans ce plan d'investissement et présentées dans la figure ci-dessous sont toutes en synergie directe avec le Document Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté 2011-2015, qui donne une place centrale à la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles ainsi que l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation.

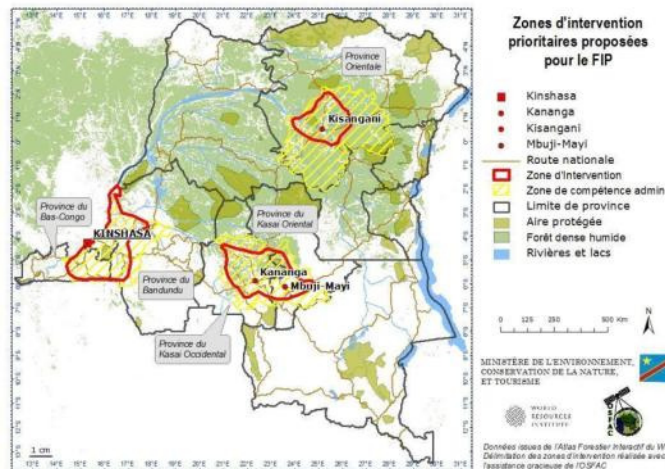
Activités habilitantes		Niveau national	Niveau local
	Modernisation et sécurisation foncière	- Diagnostic foncier - Méthodologie définition réforme foncière - Renforcement des capacités	- Plan fonciers ruraux - Enumération participative - Guichets fonciers
Aménagement du Territoire	- Soutien aux SNAT et SPAT - Renforcement des capacités	- Micro-zonage des terroirs villageois	
Appui à l'émergence de projets	- Renforcement capacités des sociétés de service, de l'administration et de la société civile	- Appui au développement de projets	

Activités Sectorielles		Niveau local
	Biomasse-énergie	- Agroforesterie sens large (afforestation/reforestation, Régénération naturelle Assistée) - Diffusion des foyers améliorés ; Carbonisation améliorée ; Alternatives énergétiques
Foresterie communautaire	- Information, sensibilisation des autorités locales et CLPA - Appui à la structuration des CLPA (dont création PME) - Plans de développement communautaires - Plan de gestion forestière - Formation de formateurs	

Le FIP appuiera nombre d'activités-clés pour la participation des communautés locales, notamment la sécurisation du foncier, le micro-zonage, le reboisement à petite échelle, l'appui aux petites entreprises (carbonisation, foyers améliorés), et la foresterie communautaire. En ce sens le FIP (i) s'inscrit pleinement dans la continuité du Projet Forêt et Conservation de la Nature (64 millions BM) qui finance déjà des activités de zonage (micro et macro) et de foresterie communautaire dans les trois provinces pilotes: Bandundu, Équateur et Orientale, et (ii) établi un lien direct avec le mécanisme des peuples autochtones, notamment à travers les activités de sécurisation foncière et de renforcement des capacités des communautés autochtones. D'autres partenariats importants et possibles sources de cofinancement ou synergies sont à signaler notamment les projets pilotes REDD (CBFF et fonds privés), le projet PBF de la GIZ, le projet CARPE de l'USAID ainsi que nombreuses autres initiatives supportées par les principaux bailleurs de fonds (UK, Japon, UE, etc). L'engagement du secteur privé dans la REDD+ en RDC nécessitera la mise en œuvre de mécanismes financiers complexes et l'intervention d'acteurs et de structures adaptés définis dans le présent plan.

De manière à maximiser l'impact, les leçons tirées et pouvoir ainsi valoriser les actions au travers de la finance carbone (notamment dans le cadre de la phase de paiement basé sur la performance de la REDD+), le FIP vise le cofinancement de projets concentrés dans des zones géographiques restreintes. Ceci correspond bien à la volonté de la RDC d'expérimenter la mise en œuvre d'actions au niveau sous-national en s'inspirant de l'approche imbriquée ("*nested approach*"). Les zones géographiques les plus indiquées pour la mise en œuvre de ces activités ont été sélectionnées sur la base d'une matrice multicritères reprenant les six critères d'investissement du FIP. Ces zones prioritaires pour le FIP sont les suivantes : (i) le bassin d'approvisionnement des grandes villes de Kinshasa, (ii) celui de

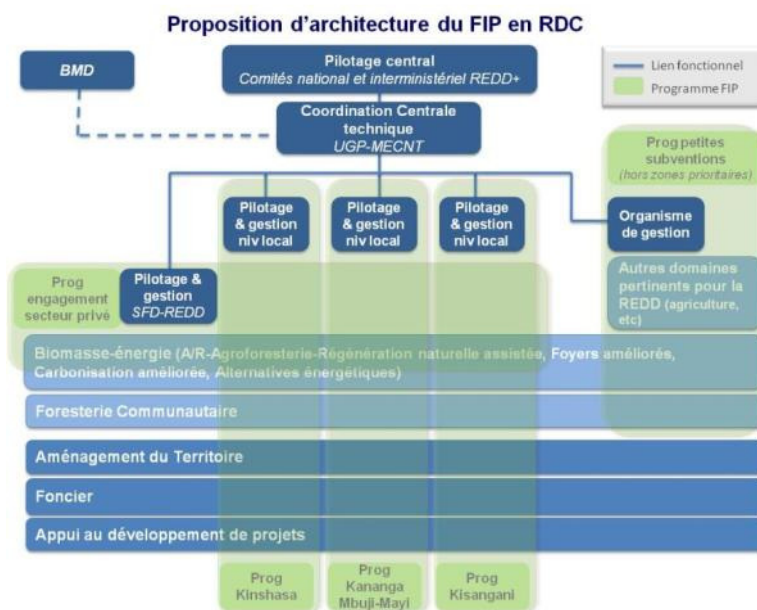
Kananga et Mbuji-Mayi, ainsi que (iii) celui de Kisangani. Ces trois zones présentent de plus, au delà des seuls critères FIP, une diversité particulièrement intéressante et représentative d'une part importante du pays (respectivement : zone principalement savannicole avec ramifications en zone forestière ; zone de lisière savane-forêt ; zone forestière).



La conjonction de ces choix en termes d'activités et de zones géographiques prioritaires pour le FIP, ainsi que les enjeux et défis identifiés, permettent de définir cinq programmes pour le FIP en RDC :

- Trois programmes géographiques, combinant toutes les activités habilitantes et sectorielles sélectionnées, et visant directement l'appui des projets des populations locales et peuples autochtones dans les trois zones prioritaires identifiées ;
- Un programme transversal spécifique au secteur privé, dans les mêmes zones géographiques et bénéficiant des mêmes appuis habilitants, mais se concentrant sur les activités liées directement à la biomasse énergie et utilisant des canaux et mécanismes spécifiques aux besoins du secteur privé ;
- Un programme transversal plus restreint de petites subventions permettant d'appuyer les initiatives innovantes et à forts cobénéfices, dans tous les domaines sectoriels pertinents pour la REDD+ mais hors des trois zones géographiques prioritaires pour le FIP, dans un souci d'apprentissage optimal et d'équité nationale.

Ces programmes ainsi que les activités qu'ils incluent amènent à la proposition de structuration du FIP en RDC résumée dans la figure ci-dessous :



Les budgets proposés pour ces programmes, les estimations de réductions d'émissions et séquestrations sur 30 ans et les cobénéfices correspondants sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	REPARTITION PAR PROGRAMME	Budget FIP Don (MUSD)	Part dans FIP	Budget cofinancement (MUSD)	Investissement total	Réduction émissions (MtCO ₂ e)	Prix tCO ₂ e FIP (USD)	Prix tCO ₂ e Total (USD)
<i>Communautés locales et peuples autochtones (CLPA)</i>	Kinshasa	14,0	23%	5,1	19,1	2,2	6,3	8,6
	Kananga/Mbu ji-Mayi	12,1	20%	5,7	17,8	3,9	3,1	4,6
	Kisangani	10,2	17%	7,0	17,2	3,2	3,2	5,4
<i>Secteur privé</i>	Secteur privé	18,4	31%	18,2	36,6	8,8	2,1	4,2
<i>CLPA et Secteur Privé</i>	Petites subventions	5,3	9%	1,7	6,9	-	-	-
	Total	60,0	100%	37,6	97,6	18,1	Moyenne 3,3	Moyenne 5,4

Finalement, afin d'optimiser le processus d'apprentissage continu rendu possible par le FIP, la RDC s'appuiera sur le mécanisme de monitoring développé au niveau national et assurera le partage des leçons et expériences pertinentes au niveau national et international au travers du Registre des projets et initiatives REDD+ de la RDC, ainsi que des nombreuses activités de communication prévues dans le cadre du processus REDD+ de manière générale et du FIP en particulier. L'interface géographique et les fonctions intégrées de recherche dans la base de données du Registre national permettront au grand public d'avoir accès à une grande quantité d'information, assurant ainsi un maximum de visibilité et de transparence.

Summary of Investment Plan

FOREST INVESTMENT PROGRAM			
Summary of Country Investment Plan			
1. Country/Region:	Democratic Republic of Congo/ Africa		
2. FIP Funding Request (in USDmillion)::	<i>Loan: N/A</i> <i>Grant: USD 60 million</i>		
3. National FIP Focal Point:	<i>Victor Kabengele – (abckab@gmail.com) Ministry of Environment, Nature Conservation and Tourism</i>		
4. National Implementing Agency	<i>National REDD Coordination Ministry of Environment, Nature Conservation and Tourism</i>		
5. Involved MDB	<i>World Bank, African Development Bank and International Finance Corporation</i>		
6. MDB FIP Focal Point and Project/Program Task Team Leader (TTL):	<table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 60%; vertical-align: top;"> <p><i>Headquarters-FIP Focal Point:</i></p> <p>Gerhard DIETERLE Forests Adviser, FIP Focal Point World Bank gdieterle@worldbank.org</p> <p>Mafalda DUARTE Principal Climate Change African Development Bank m.duarte@afdb.org</p> </td> <td style="width: 40%; vertical-align: top;"> <p><i>Task Team Leaders:</i></p> <p><u><i>World Bank</i></u></p> <p>Simon RIETBERGEN Sr. Forestry Specialist srietbergen@worldbank.org</p> <p>André AQUINO Carbon Finance Specialist adeaquino@worldbank.org</p> <p><u><i>African Development Bank</i></u></p> <p>Modibo TRAORE Chief Natural Resource Management Specialist, African Development Bank d.traore@afdb.org</p> </td> </tr> </table>	<p><i>Headquarters-FIP Focal Point:</i></p> <p>Gerhard DIETERLE Forests Adviser, FIP Focal Point World Bank gdieterle@worldbank.org</p> <p>Mafalda DUARTE Principal Climate Change African Development Bank m.duarte@afdb.org</p>	<p><i>Task Team Leaders:</i></p> <p><u><i>World Bank</i></u></p> <p>Simon RIETBERGEN Sr. Forestry Specialist srietbergen@worldbank.org</p> <p>André AQUINO Carbon Finance Specialist adeaquino@worldbank.org</p> <p><u><i>African Development Bank</i></u></p> <p>Modibo TRAORE Chief Natural Resource Management Specialist, African Development Bank d.traore@afdb.org</p>
<p><i>Headquarters-FIP Focal Point:</i></p> <p>Gerhard DIETERLE Forests Adviser, FIP Focal Point World Bank gdieterle@worldbank.org</p> <p>Mafalda DUARTE Principal Climate Change African Development Bank m.duarte@afdb.org</p>	<p><i>Task Team Leaders:</i></p> <p><u><i>World Bank</i></u></p> <p>Simon RIETBERGEN Sr. Forestry Specialist srietbergen@worldbank.org</p> <p>André AQUINO Carbon Finance Specialist adeaquino@worldbank.org</p> <p><u><i>African Development Bank</i></u></p> <p>Modibo TRAORE Chief Natural Resource Management Specialist, African Development Bank d.traore@afdb.org</p>		

7. Description of Investment Plan:

(a) Key challenges related to REDD+ implementation:

Key challenges are linked to the overall weak level of institutional and technical capacity in DRC and to governance challenges in the forest sector (and other land use-related sectors), in addition to the need of intersectoral coordination which is an inherently complex goal to achieve, and to limited private sector interest in REDD-related activities in the country. The REDD+ process in general requires substantial capacity at all levels due to its technical and institutional complexities. These needs are being addressed by the FCPF and UN-REDD support to REDD Readiness, and various other initiatives such as the World Bank Forest and Nature Conservation Project. Some of the governance challenges are being directly addressed by the FIP, such as contributing to the process of land tenure clarification in target intervention areas and supporting communities for managing forests. Intersectoral coordination should be ensured through the National Interministerial Committee, but that will take higher-level political support to this body. Finally, private sector engagement is being explicitly targeted by the FIP Investment Plan, which includes a number of activities aimed at removing some of the key barriers for attracting private investment in REDD-related sectors.

(b) Areas of Intervention – sectors and themes

The Investment Plan proposes to: i) concentrate investments on deforestation "hot spots", located in the supply area of large urban centers, (ii) focus on investments that address the direct causes of deforestation and that generate measurable emissions reductions and co-benefits, (iii) improve enabling conditions to address some of the underlying causes of deforestation (at the national level, to support medium-term transformation, and at the local level, to support innovative experiments to tackle the underlying causes of deforestation, such as land tenure insecurity and an inconducive business environment for private sector engagement).

The proposed sectoral activities include:

- a) afforestation/reforestation, including agroforestry and assisted natural regeneration
- b) dissemination of improved cook stoves,
- c) dissemination of improved carbonization techniques,
- d) development of alternative energy sources,
- e) support to community forestry and strengthening communities' capacity to manage forests.

The enabling activities aiming to address the underlying causes of deforestation include modernization and promotion of land tenure security, establishment of a national policy for land use planning as well as facilitation of private sector and civil society projects. These activities should contribute directly to the strengthening of governance in the Congolese forest sector

(c) Expected Outcomes from the Implementation of the Investment Plan

8. Expected Key results from the Implementation of the Investment Plan (consistent with FIP Results Framework):

Result	Success Indicator
(a) Natural forests are managed in a more sustainable fashion.	Number of hectares of forests whose management is decentralized to local communities and deforestation rates within community-managed forests as compared to open access forests.
(b) Increase in the production of biomass energy and agricultural products produced in a sustainable fashion	Proportion of biomass energy produced in a sustainable fashion.
(c) Consumption of charcoal/fuelwood in urban centers is reduced	Tons of charcoal/ fuelwood saved due to the use of improved cook stoves and alternative sources of energy.

9. Project and Program Concepts under the Investment Plan (in USD million):

Project/Program Concept Title	MDB	Requested FIP Amount (\$)¹			Expected co-financing (\$)	Preparation grant request (\$)	MDB Fee²
		TOTAL	Grant	Loan			
Addressing Deforestation and Degradation in the Kinshasa supply area	WB	US\$ 13.7 million	US\$ 13.7 million	--	US\$ 5.1 million	US\$ 0.3 million	US\$0.6 million
Addressing Deforestation and Degradation in the Mbuji Mayi / Kananga supply area	AfDB	US\$ 11.7 million	US\$ 11.7 million	--	US\$ 5.7 million	US\$ 0.4 million	US\$0.6 million
Addressing Deforestation and Degradation in the Kisangani supply area	AfDB	US\$ 9.8 million	US\$ 9.8 million	--	US\$ 7.0 million	US\$ 0.4 million	US\$0.6 million
Small grants program to promising small-scale REDD+ initiatives	WB	US\$ 5.05 million	US\$ 5.05 million	--	US\$ 1.7 million	US\$ 0.25 million	US\$0.6 million
Engaging private sector in REDD+ in DRC	WB	US\$ 18.15 million	US\$ 18.15 million		US\$ 18.2 million	US\$ 0.25 million	US\$0.5 million
TOTAL		US\$58.4 million	US\$58.4 million		US\$37.7	US\$1.6 million	US\$2.9 million

¹ Includes preparation grant and project/program amount.

² To be completed by the MDB submitting the project.

10. **Timeframe** (tentative) – Approval³ Milestones

Program 1: Expected Board Date: November 2012

Program 2: Expected Board Date: November 2012

Program 3: Expected Board Date: November 2012

Program 4: Expected Board Date: March 2013

Program 5: Expected Board Date: March 2013

11. **Link with FCPF and UN-REDD Programme Activities:**

FIP investments are fully embedded in the national REDD+ Readiness process to which DRC is strongly committed since January 2009, under the leadership of the Ministry of the Environment, Nature Conservation and Tourism, with the support of the UN-REDD Program and the FCPF. The design and implementation of FIP Investment Programs make full use of the REDD+ Management structures, which were established by a Prime Minister Decree and are made up of a National REDD Committee and an Inter-ministerial REDD Committee, to ensure multi-sectoral coordination in the preparation and implementation of the national REDD+ strategy, and the National REDD Coordination in charge of daily management of the REDD Readiness process. The FIP will draw on the ongoing REDD readiness activities, including: (i) consultations for the development of the national REDD+ strategy, (ii) the design of safeguards mechanisms, such as the definition of socio-environmental standards for REDD+ initiatives in DRC and the implementation of a Strategic Environmental and Social Evaluation, (iii) the reporting and control mechanisms (procedures for REDD+ projects certification, registry for REDD+ projects) (iv) development of a measurement, reporting and verification system (MRV), (v) mechanisms for financial management (national REDD+ fund, benefit sharing schemes). The FIP thus fits integrally in the ongoing national REDD+ process and provides a first source of substantial financing for the investment phase, to allow the country to (i) build the structural conditions and to engage an operational deployment and on a larger scale of the REDD+ and (ii) to undertake the first sectoral transformational programs.

12. **Other Partners involved in design and implementation of the Investment Plan⁴:**

Ministry of Energy, Ministry of Land, Ministry of Decentralization and Territory Management, Ministry of Rural Development, USAID, European Commission, GTCR (National Working Group on Climate and REDD), DGPA and LYNAPICO (local Indigenous Peoples organizations).

³ Expected signature of loan/grant agreement between government and MDB.

⁴ Other local, national and international partners expected to be involved in design and implementation of the plan.

13. Consultations with Indigenous Peoples and Local Communities:

Extensive consultations were undertaken at the national and provincial levels for the preparation of the FIP Investment Plan. These consultations were led on one side by the National REDD Coordination through the Thematic Coordination Groups (TCG - multi-stakeholder groups involved in the development of the national REDD+ strategy) and through various workshops and focus groups, and on the other by civil society organizations (DGPA and CODELT – Congolese NGOs) targeted at all the stakeholders, including national, provincial and local administration, civil society representatives, representatives of indigenous peoples and the private sector. The consultations in Provinces made it possible to reach more than 600 people in 16 sites located in six Provinces (Bandundu, Bas Congo, Kasai Occidental, Kasai Oriental, Kinshasa and Province Orientale). In addition, more than 30 meetings of the TCG were held, involving more than 160 people, including over 50 representatives from the private sector (28 companies, 6 banks, 2 private sector representative organizations).

The Provincial consultations raised several concerns, including the need for land tenure security and harmonization between the statutory and the customary authorities; risk of inequality in the distribution of opportunities and of political interference in the selection of the projects; weak provincial administration capacity for project monitoring; barriers for accessing financial resources by weak institutions. The consultations also revealed several opportunities related to FIP activities, in particular the creation of local employment, injection of capital in the target areas as well as the revitalization of the banks and other financial structures. They also highlighted the difficulty for the private sector to access credits and other financing mechanisms. Overall, the consultations revealed a strong interest of the stakeholders for the proposed FIP activities. A detailed consultation plan for the preparation of the programs will be developed once the Investment Plan has been endorsed by the Sub-committee.

This Investment Plan was formally validated by the National REDD Committee, the main decision-making body for REDD+ in DRC.

14. Private Sector Involvement:

Private sector has been consulted throughout the preparation of the Investment Plan. Local firms in the forestry sector (logging concessionaries), agroforestry and agriculture sector and the financial sector were consulted. Although there is strong interest in the types of activities being promoted by the FIP, especially in the biomass energy sector, challenges for effective private sector engagement in DRC are not to be underestimated. From an overall non-conducive business environment, to the lack of credit for medium- and long-term activities to insecure property rights, a range of barriers will need to be addressed by the Investment Programs to attract private sector financing for REDD-related activities in DRC. Hence the proposal of a dedicated mechanism for promoting private sector involvement in the FIP activities.